

COMMISSION DEPARTEMENTALE DU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Réunion du 24 novembre 2010

M. le Préfet ouvre la séance en remerciant les participants et en donnant quelques éléments de conjoncture sur les principaux agrégats économiques nationaux. La France a retrouvé une croissance du PIB positive et se trouve plutôt bien placée parmi les pays de l'OCDE, à l'exception de l'Allemagne. Le secteur marchand crée de nouveau des emplois.

Cependant la situation des Finances Publiques restant tendue, le projet de Loi de Finances prévoit une réduction très importante des déficits publics.

1/ Réorganisation des services de l'Etat

L'effet conjugué de la décentralisation, de l'émergence du fait régional et de la LOLF conduit à faire évoluer l'organisation territoriale des services de l'Etat.

Le choix du Gouvernement a été de maintenir une représentation unitaire et généraliste de l'Etat au niveau du Département à travers les Préfets de Département.

Les compétences des Préfets de Région ont été renforcées, ils sont notamment responsables de la mise en œuvre des politiques publiques et des budgets d'intérêt général, concomitamment ils sont devenus les supérieurs hiérarchiques des Préfets de Département.

Pour autant, les Préfets de département restent responsables de l'ensemble des politiques gouvernementales, ils ont en charge les relations avec les collectivités territoriales et restent exclusivement compétents en matière de sécurité publique.

Ces différents niveaux de responsabilité justifient une déclinaison différente des services de l'Etat en région et en département. Auparavant, chaque Ministère disposait de directions départementales et régionales. Désormais, les attributions ministérielles sont déclinées dans leur intégralité au niveau régional exclusivement.

Au niveau départemental sont placés

- sous l'autorité hiérarchique des Préfets les Directions Départementales Interministérielles (la Direction Départementale des Territoires, la Direction Départementale de la Cohésion sociale et de la Protection des Populations) et les services assurant la sécurité publique (gendarmerie et police nationale).
- et sous l'autorité fonctionnelle des Préfets les unités territoriales de certaines directions régionales : l'UT de la DIRECCTE par exemple

Enfin, la réforme de l'Etat s'est également traduite par la fusion de la Direction générale des impôts et de la Direction générale de la comptabilité publique et la naissance de la Direction Générale des Finances Publiques regroupant les attributions et les moyens de ces deux directions.

Au plan local, cette fusion s'est déjà concrétisée par la mise en œuvre des services des impôts des particuliers sur Montauban et Moissac. Ces deux services associés au réseau des Trésoreries de proximité permettent désormais au contribuable particulier de disposer d'un guichet unique pour régler tous ses sujets de nature fiscale.

Enfin, la fusion sera localement achevée par la création de la Direction Départementale des Finances Publiques du Tarn et Garonne le 17 décembre 2010, issue de la réunion de la Direction des services fiscaux et de la Trésorerie générale.

L'Etat reste le premier employeur du département avec près de 11 000 agents en poste (plus de 4000 à l'éducation nationale et près de 4000 relevant de la Défense), pour autant la maîtrise de la dépense conduira ici comme ailleurs à réduire les emplois de chaque Direction.

2/ Bilan du plan de relance

Mme Bontempi, DISHERM, expose de façon très détaillée les mesures mises en œuvre tant au plan national (38.8 milliards d'euros) que leur déclinaison dans le Tarn et Garonne où ont été injectés dans l'économie locale 148 millions d'euros notamment à travers

- une réduction de l'impôt sur le revenu dont ont bénéficié 20 326 foyers fiscaux (3.59 millions d'euros)
- une aide de 6.5 millions d'euros versés aux foyers les plus modestes
- une prime à la casse dont ont bénéficié 3 295 acheteurs
- une médiation du crédit au profit de 145 entreprises
- des concours bancaires garantis par OSEO à hauteur de 9 494 000 euros

Le détail du plan de relance 82 figure dans la note de synthèse du 30/10/2010 jointe au présent compte rendu (annexe 1).

3/ Intervention de M GRAMAGLIA, directeur de la Bordelaise de CIC pour le 82 et le 46

La présentation de l'organisation de CIC Sud Ouest est jointe en annexe 2.

4/ Plan de soutien à la filière automobile

Une circulaire ministérielle a appelé l'attention des Préfets sur les risques économiques pesant sur la filière automobile au niveau européen.

Le plan d'action retenu prévoit

- l'installation d'une équipe projet avec un référent automobile désigné au sein de la DIRECCTE (M. Pierre DEVOS pour Midi-Pyrénées)
- la mobilisation des chartes antérieurement signées, il en existe une en Midi-Pyrénées signée en septembre 2009
- des réunions avec les différents acteurs pour suivre l'évolution de la situation

M. Cherlonneix, Directeur de la Banque de France, précise que les contacts pris avec les acteurs de la filière confirment leur absence d'inquiétude immédiate mais leur prudence à moyen terme.

M. Marty, Président CCI, partage ce point de vue et reste relativement optimiste à court terme.

Sur demande de M. Guérin, Président UIMM, M. Le Préfet accepte que ce dernier communique auprès de ses adhérents sur le dispositif mis en place et demande à Mme Clusa-Weber, directrice de l'UT de la DIRECCTE, de transmettre la charte et la circulaire ministérielle.

5/ Présentation de la SOFIRED par Mme Bontempi

La présentation figure en annexe 3.

6/ Points soulevés lors du tour de table

M. Poujade, Président UPA, signale la difficulté dans le secteur du bâtiment pour payer les charges sociales et la multiplication des demandes de chômage partiel.

M. Guerin, Président UIMM, souhaiterait la présence d'OSEO à la CDFE.

M. le Préfet confirme qu'ils y sont invités mais qu'ils ne peuvent pas toujours être présents.

Liste des annexes

Annexe 1 : Le détail du plan de relance économique en Tarn-et-Garonne

Annexe 2 : La présentation de l'organisation de CIC Sud Ouest

Annexe 3 : La présentation de la SOFIRED

PARTICIPANTS

NOM-PRENOM	ORGANISME
BAROU Gilles	Association des Experts Comptables 82
BEQUET Stéphane	Cté Agglomération Montauban
BERTHOUMIEUX Carole	BNP Paribas
BONTEMPI Martine	DISERHM Préfecture
BOUDON Didier	DISERHM Préfecture
CASTEL Jean-Paul	BTP 82
CHERLONNEIX Bernard	Dr Banque de France
CLUSA-WEBER Dominique	DIRECCTE – UT 82
CRULLI Jean-Christophe	URSSAF 82
DELETANG Sylvie	CCI 82
GALINDO Sybille	BTP 82
GRAMAGLIA Eric	CIC SUD OUEST
GUERIN Jean-Luc	IUMM 82
LAQUERRE Thibaud	SIAGI
LERISSON Didier	Banque Populaire
MAHÉ Christophe	NATIXIS
MARTY Jean-Louis	CCI 82
PICARDIN Sylvie	Crédit Mutuel
POUJADE Dominique	UPA
ROUVIERE Gilles	Banque Courtois